

redressement, mais apportera au monde entier la santé économique. Quant à moi, je trouve tous ces facteurs nécessaires à la reprise mais insuffisants pour régler nos problèmes en profondeur. Nous devons pousser plus loin notre analyse si nous voulons tenir compte de l'interdépendance de plus en plus évidente de tous les pays du globe, et fournir à notre monde en désarroi l'internationalisme et le leadership éclairés dont il a un urgent besoin.

*(Traduction)*

Nous aurions intérêt à nous reporter, pour décider de notre action future, à une analyse sérieuse des perspectives pour 1983, rendue publique il y a quelques semaines par M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international. Pour ceux qui s'intéressent aux questions Nord-Sud et aux problèmes de préservation des institutions de commerce et de financement international, il s'agit d'un texte fondamental, qui renferme de nombreuses statistiques et quelques prédictions. En se basant sur les prévisions du Fond touchant la croissance, les taux d'intérêt et les prix pétroliers en 1983, M. de Larosière estime que le déficit de la balance des paiements pour les biens et services achetés par les pays en développement non producteurs de pétrole, qui était de 90 milliards de dollars en 1982, passera à 70 milliards en 1983.

Cela signifie que ce groupe de pays du tiers-monde aura besoin de nouvelles rentrées nettes de 70 milliards de dollars pour pouvoir financer une très modeste augmentation de leurs importations et payer l'intérêt sur leurs dettes. Cet apport de 70 milliards est essentiel si l'on veut éviter que certains de ces pays ne sombre dans un endettement plus profond, car cela entraînerait de graves conséquences. Aux mieux, les pressions déflationnistes exercées sur ces pays s'accroîtraient, occasionnant une réduction des importations des pays développés. Au pire, leur endettement mettrait de nouveau en péril les systèmes internationaux de financement et de commerce, sur lesquels repose l'ordre mondial.

Je peux, pour avoir assisté aux réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Toronto, en septembre dernier, attester l'angoisse, pour ne pas dire la panique, qui y régnait. Nous craignons que les problèmes du Mexique, qui avaient alors atteint leur point critique, ne s'ajoutent à ceux du Brésil, de l'Argentine, de la Yougoslavie, de la Roumanie et des autres États en difficulté, et que non seulement un ou deux pays ne se trouvent en faillite, mais que tout le système international de financement ne s'écroule. Je le répète, donc, le fait que la coalition dont j'ai fait mention tout à l'heure ait réussi à sauver la situation rend éloquentement compte du talent et du dévouement de ses membres.

Je pense que M. de Larosière cherchait à communiquer un message d'espoir. Mais les conditions à remplir pour que cet espoir soit plus que de l'optimisme stupide forment tout un programme :

1. La reprise mondiale, sous la direction des États-Unis, doit être ferme et durable, et ne pas ranimer l'inflation.
2. Les taux d'intérêt réel doivent baisser encore, autant pour soutenir la reprise que pour alléger le fardeau imposé aux États par le service de leur dette.